

La crise économique mondiale et son impact sur l'éducation



1 Aperçu des réponses à l'enquête de l'IE

Ce document présente un résumé des réponses recueillies dans le cadre de l'enquête réalisée par l'Internationale de l'Éducation (IE) sur l'impact de la crise économique sur l'éducation. Cette étude mettait l'accent sur le financement en faveur de l'éducation, les infrastructures, les ressources humaines et l'aide officielle au développement. L'enquête adressée à toutes les organisations membres de l'IE à la mi-février fait suite à une autre enquête sommaire¹ qui avait été transmise à tous les affiliés à la fin de l'année 2008. La collecte des réponses s'est effectuée jusqu'à la mi-mars 2009. Il est essentiel de garder à l'esprit le fait que les résultats de cette étude reflètent des contextes nationaux, tels que décrits par les syndicats à une période donnée. En raison de l'évolution continue du financement des systèmes d'éducation à travers le monde, il est possible que certaines des données présentées ci-après soient aujourd'hui dépassées.

L'enquête se concentre sur le resserrement des dépenses gouvernementales en faveur de l'éducation consécutif à la crise économique mondiale, sur les besoins des systèmes d'éducation (en termes d'infrastructure et de ressources humaines), sur les licenciements d'enseignants, sur les coupes relatives aux salaires ou aux retraites, sur les plans de stimulation fiscale centrés sur l'éducation, sur la diminution de l'aide officielle au développement octroyée et reçue, ainsi que sur les propositions avancées par les syndicats pour répondre à la crise économique dans leur pays.

Au total, les réponses de 48 syndicats représentant les 43 pays suivants, ont été recueillies: Afrique du Sud, Allemagne (2), Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Belgique, Brésil, Canada (3 réponses), Chili, Costa Rica, Chypre, Commonwealth de la Dominique, Danemark, Espagne (2), États-Unis, Fédération de Russie, Finlande, Géorgie, Irlande (2), Italie, Jamaïque, Japon, Corée, Malte, Mongolie, Pays-Bas, Nevis, Nicaragua, Norvège, Nouvelle Zélande, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, République du Congo, République de Moldavie, Royaume-Uni (R.-U.) (2), Suède, Suisse, Taïwan, Togo, Tonga et Zambie.

Les données collectées couvrent toutes les régions dans lesquelles l'IE est active. Toutefois, le nombre le plus élevé de réponses émane de syndicats d'enseignants situés en Europe (21 pays représentés). Pour la région Afrique, quatre pays sont représentés, pour l'Amérique latine, cinq pays, pour la région Amérique du Nord/Caraïbes, cinq pays sont pris en compte, et, pour l'Asie-Pacifique, huit pays.² Le nombre total de réponses fournit un aperçu global basé sur la distribution géographique des pays participants.

Les personnes sondées n'évoquent pas toutes un impact de la crise économique mondiale sur l'éducation. Ce sont essentiellement les pays d'Europe et d'Amérique du Nord ainsi que certains pays

¹ L'enquête sommaire sur l'impact de la crise économique et financière actuelle sur l'éducation distribuée à la fin de 2008, a rassemblé les réponses de 11 pays, dont: l'Allemagne, les États-Unis, la Finlande, l'Irlande, l'Italie, la Norvège, la Nouvelle- Zélande, les Pays-Bas, la Pologne et Taïwan. Cette première enquête demandait aux syndicats affiliés d'informer l'IE de toutes coupes des dépenses gouvernementales relatives à l'éducation et de signaler toute hausse de la privatisation de l'éducation consécutive à la crise financière. À cette époque, uniquement les États-Unis, la France, l'Irlande et l'Italie avaient observé une baisse des dépenses du gouvernement en matière d'éducation et des postes dans l'éducation/ d'enseignants. Les gouvernements de Norvège et de Nouvelle-Zélande prévoyaient d'augmenter les dépenses dans le secteur public, y compris le financement de l'éducation. La Bulgarie, la France, le Portugal et la Roumanie ont mis en exergue la problématique des piètres salaires des enseignants.

² Cette répartition proportionnelle par région correspond à un modèle de réponse qui caractérise généralement les enquêtes de l'IE.

d'Asie, dont le Japon, la Mongolie et Taïwan qui ont été affectés par la crise. Dans d'autres parties du monde, l'impact reste encore marginal ou présagé pour l'avenir. Les pays les plus touchés sont ceux qui ont connu une croissance économique rapide au cours des dix dernières années et qui sont de fait, les plus exposés à l'éclatement du système financier mondial. En comparaison, les économies les plus puissantes - et qui ont été impactées par la crise d'un point de vue économique- se trouvent dans une meilleure posture que les petits pays pour mettre en œuvre des plans de relance conséquents. Ces derniers, plus vulnérables, dépendent de plus en plus des prêts octroyés par les institutions telles que le Fonds monétaire international (FMI) et/ou l'Union Européenne. Les conditions attachées aux prêts du FMI contraignent certains pays à réduire leurs dépenses gouvernementales en faveur de l'éducation (notamment eu égard aux salaires des enseignants), ce qui est le cas pour la Lettonie. Entre novembre 2008 et janvier 2009, le FMI a garanti près de 50 milliards de dollars aux sept pays suivants: Biélorussie, Hongrie, Islande, Lettonie, Pakistan, Serbie et Ukraine.

En dépit de l'introduction de réformes relatives aux conditions de prêts, en particulier avec la création d'une Ligne de crédit modulable³ accessible aux économies émergentes, le FMI continue d'exiger de certains gouvernements qu'ils équilibrent leur budget pour pouvoir prétendre à une aide.

La faculté d'un pays à générer des dépenses publiques alors même que ses revenus sont en déclin dépend en grande partie de sa capacité à emprunter tout en augmentant la dette publique. Or, pour un nombre croissant de gouvernements, cela ne constitue plus une option.

Dans un certain nombre de pays en développement, en particulier en Afrique, la fourniture de et l'accès à l'éducation sont parfois si précaires que la crise actuelle ne contribuerait apparemment guère plus à aggraver la situation (en particulier lorsque l'aide officielle au développement en faveur de l'éducation s'amenuise). Dans de nombreux pays, l'atténuation de la pauvreté est encore bien distante et l'absence d'éducation s'accompagne d'autres défis majeurs touchant à des besoins basiques, notamment en termes d'eau potable, d'alimentation et d'installations sanitaires. Il est difficile de déterminer l'impact de la crise économique mondiale sur un système d'éducation globalement instable. Un déclin officiel de l'Aide officielle au développement (AOD) n'a pas encore été formulé, hormis au Nicaragua où un net recul de l'aide internationale⁴ octroyée a été enregistré. Des signes indicateurs témoignent du fait que certains pays donateurs pourraient se trouver dans l'incapacité d'honorer leurs engagements, et ce, dans une période où la majorité des pays ne répondent pas aux conditions minimum requises pour l'AOD et où de nombreuses personnes ne bénéficient même pas de l'aide apportée.

Selon le modèle émergent observé dans les pays industrialisés, les effets de la récession économique seront liés à l'abaissement des taxes publiques. Tous les secteurs, y compris l'éducation, seront touchés par la crise. Ces préoccupations alarmantes se manifestent de manière explicite aux États-Unis

³ La nouvelle Ligne de crédit modulable du FMI (LCM) a été introduite en mars 2009. Elle permet aux nations (en particulier aux économies des marchés émergents) de solliciter des prêts de précaution et d'après le FMI, son objectif est de renforcer la capacité de réaction du Fonds face à la crise économique mondiale. La LCM n'est pas soumise aux conditionnalités courantes habituellement d'usage pour les prêts octroyés par le FMI. Les pays doivent toutefois répondre à des critères de qualification plus rigoureux pour pouvoir y prétendre. Le Mexique et la Pologne ont tous deux sollicité l'octroi de tels dispositifs de prêt.

⁴ Article publié sur IPS: José Adán Silva "NICARAGUA: Universal Primary Education Still Far Off" *IPS* 1er avril 2009. Publié en ligne le 24 avril 2009, sur: <http://www.ipsnews.net/news.asp?idnews=46354>

et en Norvège, et elles font aussi leur apparition dans les pays d'Europe. L'impôt sur l'éducation étant le plus souvent décentralisé, une situation d'inégalité croissante se crée entre les différentes régions et municipalités des pays concernés. La disponibilité de l'aide directe et indirecte fournie par les gouvernements par le biais de l'augmentation de la dette publique, semble actuellement être suffisante pour couvrir les déficits. Cette situation risque toutefois de ne pas durer. Un autre modèle émergent observé fait ressortir l'inquiétude grandissante suscitée par la viabilité des fonds de retraite, comme cela a été mentionné par le syndicat taïwanais NTA.

2 Collecte des données (par thème et par région)

Les résultats de l'enquête ont été regroupés par région (Afrique, Amérique Latine, Amérique du Nord/Caraïbes, Asie-Pacifique et Europe) et suivent l'ordre des thèmes abordés dans l'enquête⁵.

2.1 Coupes dans les dépenses liées à l'éducation

2.1.1 Europe

Dans près de la moitié des pays d'Europe (10 pays sur 21 au total) les systèmes d'éducation ont été confrontés à de nouvelles coupes, du fait de la crise économique mondiale. Cela concerne les pays suivants: Allemagne, Autriche, Espagne, Finlande, Irlande, Italie, Moldavie, Norvège, Pologne et R.-U. Dans la plupart des cas, ces coupes résultent d'une baisse des dépenses gouvernementales globales consacrées à l'éducation. Dans d'autres cas, elles sont la conséquence d'une baisse des impôts ou s'appliquent uniquement à des domaines spécifiques de l'éducation.

En Irlande et en Italie, des restrictions touchant l'éducation se sont produites à tous les niveaux d'enseignement (primaire, secondaire, supérieur) ainsi que dans l'éducation des adultes et la recherche.

En Irlande, les coupes incluent une maîtrise des coûts liés aux frais de personnels, d'administration et de capital. En comparaison avec d'autres pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'Irlande possède le taux le plus bas d'investissement dans l'éducation (4,6% du PIB comparé à 5,8% en moyenne pour un pays de l'OCDE). De plus, les ressources destinées aux enseignants en langues ont été quelques peu réduites et la fourniture de ressources au profit de l'intégration des élèves ayant des besoins spéciaux a été retardée.

En Moldavie, le financement de l'éducation a fait l'objet de restrictions. La part du PIB et du budget national consacrée à l'éducation est en recul continu, de 8,7% en 2008 à 7,7% prévus en 2010. Le gouvernement envisage également de réduire le nombre d'établissements du secondaire et de diminuer ses dépenses de 12,6 millions de lei (2,9 millions d'euros).

En Allemagne, le syndicat VBE fait état de coupes dans l'éducation mais également d'importants investissements qui permettront d'améliorer les infrastructures.

⁵ L'enquête complète (en anglais) se trouve en annexe de ce document.

En Finlande, certaines municipalités ont procédé, en fonction de leur situation économique, à des restrictions, car ce sont elles qui ont la charge directe de l'entretien des services d'éducation de leur commune. De fait, les effectifs dans les classes ont augmenté, le programme scolaire a été réduit et du personnel a été temporairement congédié.

Au R.-U., d'après le NUT, des coupes ont tout d'abord été observées dans l'enseignement supérieur, à l'exception des filières scientifiques, technologiques et mathématiques. Le gouvernement travailliste au pouvoir tente de protéger ses plans en cours en matière de dépenses courantes. Cependant, le parti conservateur - qui devrait vraisemblablement remplacer les travaillistes en 2010- n'est pas investi de la même volonté de protection. Des coupes budgétaires conséquentes sont donc attendues. De plus, les autorités locales instaurent des impôts locaux à niveau zéro ou attendent patiemment la prochaine année fiscale qui s'accompagnera inévitablement d'un tassement des dépenses. Il est probable que les premières baisses dans les dépenses gouvernementales affectent les services de soutien, les infrastructures ainsi que l'enseignement post-secondaire et supérieur. Si le gouvernement maintient son cycle actuel de dépenses sur trois ans, les dépenses en faveur de l'éducation seront considérablement réduites dans le prochain exercice budgétaire correspondant à la période 2010-2013.

En Pologne, le gouvernement a suspendu un certain nombre d'initiatives initialement prévues, dont la construction de terrains de sport dans chacun des districts administratifs et l'achat d'ordinateurs portables pour les élèves de secondaire. Selon le syndicat ZNP International, les ressources financières destinées aux branches locales du gouvernement puisent dans des réserves qui devaient servir à permettre l'admission à l'école des enfants âgés de 6 ans (une nouvelle réforme visant à réduire l'âge minimum requis pour la scolarité obligatoire). Les réserves ont été considérablement amoindries. En outre, le projet visant à faire baisser l'âge minimum de la scolarisation obligatoire été repoussé à 2012. Les dépenses relatives aux infrastructures et aux investissements dans la recherche ont été restreintes au sein du ministère des Sciences et de l'Enseignement supérieur.

Dans les onze pays suivants, la crise économique mondiale n'a engendré aucune nouvelle coupe dans les systèmes d'éducation: Azerbaïdjan, Belgique, Chypre, Danemark, Fédération de Russie, Géorgie, Malte, Pays-Bas, Portugal, Suède et Suisse. A l'avenir, on s'attend toutefois à un fléchissement du financement en faveur de l'éducation dans certains de ces pays.

En Suisse, employeurs et employés s'acquittent d'une assurance mensuelle obligatoire et les institutions responsables de l'argent collecté rencontrent aujourd'hui de graves difficultés liées à la crise financière. Certaines de ces institutions prévoient des aménagements tels qu'une diminution des retraites et une augmentation des versements des employés.

En Suède, d'après Lärarförbundet, aucune coupe n'a encore été engagée. Toutefois, l'éducation entre dans le cadre des budgets municipaux (y compris les salaires des enseignants). Ainsi, alors que la base d'imposition s'amenuise avec la crise financière, des coupes sont fortement à prévoir.

Bien qu'en Géorgie il n'y ait pas eu d'infléchissement direct du financement de l'éducation, les taux d'inflation élevés et non compensés, ont entraîné une rapide détérioration du financement en faveur de l'éducation.

Dans la Fédération de Russie, il n'y a pas eu de coupes dans les dépenses d'éducation. Jusqu'à aujourd'hui, le gouvernement s'est refusé à procéder à des restrictions dans le secteur public. Cependant les fonds actuels sont insuffisants et les perspectives d'augmentation de ces derniers semblent compromises. Le gouvernement au pouvoir a annoncé un vaste programme de réarmement de ses forces militaires.

En Norvège, il est difficile de déterminer si des coupes dans les dépenses de l'éducation se sont bel et bien produites. L'enquête de l'UEN sur les budgets 2009 des municipalités et des districts, fait ressortir des coupes budgétaires dans l'éducation dans environ un tiers des cas. L'une des raisons principales à cette situation concerne les retours moins importants de l'impôt sur le revenu, en raison de la crise économique qui a frappé en premier lieu le secteur privé. Ainsi, en dépit de l'augmentation globale de l'investissement en faveur du secteur de l'éducation, de nombreuses coupes se sont quand même produites au niveau des écoles.

Besoins	Infrastructures	Ressources humaines	Autres
Pays			
Autriche	<ul style="list-style-type: none"> Investissement dans les bâtiments, en particulier dans l'enseignement professionnel (EFP). 	<ul style="list-style-type: none"> Davantage d'enseignants pour les niveaux supérieurs du secondaire. 	
Belgique	<ul style="list-style-type: none"> Investissements majeurs nécessaires en faveur de la rénovation de bâtiments et de nouveaux édifices. 	<ul style="list-style-type: none"> Davantage d'enseignants en général. 	
Finlande	<ul style="list-style-type: none"> Rénovation des établissements présentant des problèmes d'humidité. 	<ul style="list-style-type: none"> Davantage d'enseignants nécessaires pour réduire, dans certains cas, les effectifs dans les classes. 	<ul style="list-style-type: none"> Plus d'opportunités pour les enseignants en termes de développement professionnel (formation en cours de service). Prévention des licenciements temporaires.
Géorgie	<ul style="list-style-type: none"> Différents projets infrastructurels ont été mis en œuvre et sont actuellement en cours, notamment dans les écoles publiques et établissements du supérieur pour répondre aux besoins d'amélioration des bâtiments scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> L'ESFTU souligne la nécessité de revaloriser les qualifications des enseignants et de maintenir les enseignants qualifiés en poste. 	
Allemagne	<ul style="list-style-type: none"> De meilleures infrastructures dans les écoles et les universités sont nécessaires. La maintenance des établissements incombe aux municipalités locales. Or, beaucoup d'entre elles font face à des restrictions budgétaires. En réponse à la crise financière, le gouvernement allemand a mis en place un plan de 6,5 milliards d'euros en faveur de l'infrastructure, pour soutenir les écoles et universités. Le GEW et les municipalités estiment que plus de 4 milliards d'euros supplémentaires seraient indispensables. 	<ul style="list-style-type: none"> La pénurie d'enseignants dans certaines matières a occasionné une concurrence entre enseignants au sein des «Länder» allemands. Davantage de soutien, de meilleures conditions salariales et de travail sont requis pour les enseignants. Les dépenses publiques consacrées à l'éducation en Allemagne sont en dessous de la moyenne de l'OCDE. Le système de rémunération des employés du public a connu des réformes majeures au cours de ces dernières années, ce qui a entraîné des baisses substantielles de la rémunération des nouveaux enseignants engagés. L'enseignement ne figure plus parmi les professions qui attirent les universitaires. Davantage d'enseignants plus jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> Formation des enseignants.
Irlande	<ul style="list-style-type: none"> Au niveau post-primaire, un système complet de technologies de l'information a été développé en vue de soutenir l'administration scolaire, l'enseignement et l'apprentissage. Remise en état des équipements des écoles les plus anciennes au niveau post-primaire, notamment dans les domaines 	<ul style="list-style-type: none"> Diminution du ratio élèves/enseignant afin de favoriser un enseignement plus actif (TUI et ASTI notent une augmentation récente du ratio de 18:1 à 19:1. Toutefois, ASTI souligne qu'en réalité les effectifs par classe varient de 24 à 30+ élèves par enseignant dans les niveaux inférieurs de l'enseignement 	<ul style="list-style-type: none"> Elimination des contributions volontaires versées par les parents dans les écoles sous-financées. Selon le TUI, les coûts annexes (frais de scolarité, transport, manuels et repas)

Besoins Pays	Infrastructures	Ressources humaines	Autres
	<p>des sciences, de l'éducation physique, des matières artistiques et technologiques (d'après les standards de l'UE, la structure des TIC en Irlande est médiocre).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Plus d'écoles sont nécessaires dans les zones ayant connu une augmentation de la population (la crise actuelle pourrait entraîner des retards en matière de construction d'écoles). • Au niveau de l'enseignement supérieur, accroître les aménagements destinés à la recherche dans certaines institutions. Besoin de fonds supplémentaires pour promouvoir l'innovation, en particulier dans les domaines des sciences et de la technologie. • Manque de cantines dans les écoles et sous-financement des bibliothèques. 	<p>secondaire).</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre insuffisant d'enseignants spécialisés, tels que les conseillers d'éducation et les enseignants pour le soutien scolaire. • Davantage de soutien est requis pour les enseignants qui travaillent avec des enfants ayant des besoins spéciaux ainsi que pour les élèves pour lesquels l'anglais est une seconde langue. Les ressources destinées à soutenir les enseignants en langues ont été quelque peu restreintes. La fourniture de ressources en faveur de l'intégration des élèves ayant des besoins spéciaux a été retardée. 	<p>résultant des coupes budgétaires dans l'éducation varient de 1.500 euros pour un enfant à 2.690 euros par an pour une famille de cinq enfants.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Accorder davantage d'attention au développement professionnel des enseignants.
Italie	<ul style="list-style-type: none"> • Restaurer des bâtiments scolaires dans les zones les plus démunies et veiller à ce que tous les établissements scolaires répondent aux critères de sécurité. • Développement de laboratoires scientifiques et d'équipements en TIC. • D'après la FLC-CGIL, des résidences pour étudiants dans l'enseignement supérieur sont nécessaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduction des contrats à durée déterminée à tous les niveaux. • Augmentation des salaires dans tous les secteurs de l'éducation. 	<ul style="list-style-type: none"> • Investir dans l'ensemble des ressources en faveur de l'éducation plutôt que de réduire les ressources humaines et financières comme le préconise la politique gouvernementale actuelle. • Améliorer la formation initiale et en cours de service des enseignants.
Malte	<ul style="list-style-type: none"> • Certaines écoles ont besoin d'être rénovées. Le MUT souligne pourtant que l'infrastructure des bâtiments scolaires a fait l'objet d'améliorations majeures dans le passé avec la construction de nouveaux édifices et la rénovation en profondeur de bon nombre d'écoles publiques. 	<ul style="list-style-type: none"> • Davantage d'enseignants sont requis. Une pénurie d'enseignants est présagée au vu du nombre croissant de départs à la retraite, non compensés par le nombre de nouveaux enseignants formés. • Personnels de soutien insuffisants. 	
Moldavie	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de places pour accueillir les enfants en primaire. • La majorité des maternelles sont surchargées notamment en zone urbaine. • Investissements requis dans les infrastructures scolaires qui n'ont fait l'objet d'aucune amélioration depuis les années 1990, voire avant. 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre d'enseignants. Actuellement, il manque environ 2.000 enseignants. Seuls 39% des enseignants formés récemment ont commencé à travailler en 2008/9 (en 2008, 17% des enseignants étaient des enseignants à la retraite qui continuaient à enseigner). • Augmentation des salaires des enseignants. 	

Besoins Pays	Infrastructures	Ressources humaines	Autres
Pays-Bas	<ul style="list-style-type: none"> Investissements et réparations nécessaires pour les établissements scolaires. Près d'un milliard d'euros sont requis. Des fonds destinés à couvrir les investissements dans les écoles ont été provisionnés mais ils n'ont pas encore été dépensés en totalité (les municipalités sont responsables des investissements pour les écoles primaires et secondaires ainsi que pour une partie des établissements d'enseignement professionnel). La piètre maintenance des écoles a occasionné un accroissement du financement nécessaire pour des investissements infrastructurels, à hauteur de 200 millions d'euros pour l'enseignement secondaire et de 600 millions pour le primaire. 	<ul style="list-style-type: none"> Plus d'enseignants requis: une pénurie de 30.000 enseignants est prévue pour 2020. L'AEO souligne qu'il faut investir dans les ressources humaines avant 2012; 622 millions d'euros sont nécessaires pour les salaires et 20 millions pour augmenter le nombre de personnels de soutien. 	<ul style="list-style-type: none"> Accroître la supervision de l'utilisation des fonds public (actuellement détenus par les écoles). Inverser les coupes budgétaires au profit de l'enseignement technique et professionnel – car moins d'élèves trouveront des stages et ils seront plus nombreux à vouloir rester scolarisés. La pression exercée sur les enseignants va s'intensifier.
Norvège	<ul style="list-style-type: none"> En raison de négligences observées dans l'entretien des bâtiments publics en général et des établissements scolaires en particulier, un retard de plusieurs années a été accumulé. Des estimations prudentes montrent que le coût pour remettre en état tous les établissements scolaires s'élèverait à 5-10 milliards d'euros. Depuis 2003, le gouvernement central a proposé de payer les intérêts inhérents aux prêts destinés à la maintenance des écoles. Ce programme va se poursuivre. 	<ul style="list-style-type: none"> Recruter des enseignants qualifiés dans certaines matières (par ex. en sciences naturelles), notamment pour les niveaux supérieurs du secondaire. Recruter des enseignants qualifiés en maternelle. Inverser la hausse du nombre de personnels de soutien non qualifiés dans les écoles et dans les maternelles (ceci n'est pas une conséquence directe de la crise économique actuelle. Cependant cette tendance ne cessera de s'accroître si la situation économique des municipalités et des collectivités locales continue à se détériorer avec la crise économique. Les principaux problèmes sous-jacents concernent le faible taux de recrutement dans les institutions de formation des enseignants et le fait que les autorités éducatives locales embauchent davantage de personnels non qualifiés pour pallier à la situation). 	
Pologne	<ul style="list-style-type: none"> Reconstruction d'infrastructures du préscolaire. 		<ul style="list-style-type: none"> Organisation et réforme du programme dans l'enseignement professionnel (EFP) Elaboration d'un programme d'apprentissage tout au

Besoins	Infrastructures	Ressources humaines	Autres
Pays			
			<p>long de la vie.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Développement de services de conseil professionnel et de formations professionnelles à l'intention des enseignants. • Elaboration d'un cadre national de qualification professionnelle.
Portugal	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des bâtiments scolaires. Un Plan national prévoit la reconstruction des établissements existant ainsi que la construction de nouvelles écoles. 		
Fédération de Russie	<ul style="list-style-type: none"> • Modernisation des équipements scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Davantage d'enseignants spécialisés sont requis en vue de surmonter la pénurie d'enseignants, notamment en langues étrangères et en mathématiques. • Davantage d'enseignants plus jeunes. 	
Espagne	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration de la fourniture en termes d'enseignement et de formation professionnels (EFP). 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation du nombre de postes dans l'éducation à petite enfance. • Soutien aux enseignants qui mettent l'accent sur la diversité des élèves. 	
Suède		<ul style="list-style-type: none"> • Employer plus de personnels de soutien. 	
Suisse	<ul style="list-style-type: none"> • Le niveau des équipements dans les écoles varie considérablement en fonction des établissements (ex. : ordinateurs). Les ressources financières (ex.: pour la construction de nouveaux gymnases) relèvent souvent des villages ou des villes (il est donc difficile de fournir un résumé applicable à l'ensemble du pays). 	<ul style="list-style-type: none"> • Davantage d'enseignants sont requis au sein d'établissements secondaires, en particulier dans les matières spécialisées (mathématiques et sciences naturelles). Dans les années à venir, la Suisse devra faire face à la perte d'enseignants. • Davantage de personnels requis dans le domaine de la pédagogie thérapeutique. • Réduction du nombre d'heures d'enseignement obligatoire. Pour les enseignants du primaire, cela représente 30 heures par semaine. La situation est insoutenable, eu égard à l'augmentation des tâches administratives et autres qui incombent aux enseignants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des diplômes qualifiants pour les enseignants. Le LCH fait pression pour que tous les enseignants possèdent un Mastère et un salaire complémentaire.
R.-U.	<ul style="list-style-type: none"> • Le NUT souligne la nécessité de reconstruire des écoles primaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Poursuivre la restructuration de la main-d'œuvre dans l'éducation afin de réduire la charge de travail qui pèse sur les enseignants et les chefs d'établissements, et leur permettre ainsi de se concentrer sur leurs responsabilités essentielles. 	<ul style="list-style-type: none"> • Financement pour soutenir le développement professionnel continu et de haute qualité, des enseignants.

Besoins	Infrastructures	Ressources humaines	Autres
Pays		<ul style="list-style-type: none"> • La stratégie 2020 du gouvernement pour les enfants et jeunes adultes (<i>Children's and Young People's Workforce Strategy</i>) vise à développer les compétences et aptitudes de l'ensemble des personnels. • Maintien en poste des personnels enseignants. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les défis posés par les réformes du programme et du système de qualifications, devront être abordés.

2.1.2 Amérique du Nord et Caraïbes

Aux États-Unis, selon la NEA, les salaires, les bénéfices, la construction, la maintenance et les opérations dans l'éducation sont confrontés à des coupes budgétaires. Entre 500.000 et 600.000 emplois, voire plus, sont potentiellement à risque. La plupart des systèmes publics d'éducation sont incapables de financer en totalité leurs programmes courants. Le financement était serré avant que ne débute la récession économique actuelle, et le déficit s'est aggravé de manière drastique au cours de ces derniers mois. Les programmes d'éducation spécialisée et les aménagements sont gravement touchés. Avec la disparition des ressources, les programmes d'éducation spécialisée devront être réduits afin de préserver les programmes centrés sur l'éducation de base.

Au Canada, d'après le CAUT, le financement destiné à l'enseignement supérieur et la recherche sera restreint dans les trois prochaines années et de nombreux établissements et universités connaîtront un gel des recrutements. Les syndicats FCE-CTF et la CSN (active dans l'enseignement supérieur dans la province de Québec) ont souligné que le système éducatif du Canada n'avait pas enduré de coupes. Selon la FCE-CTF, les coupes antérieures ont été absorbées par des réparations plus modestes réalisées dans les infrastructures.

Dans le Commonwealth de la Dominique, en Jamaïque et à Nevis, les systèmes d'éducation n'ont pas connu des restrictions budgétaires consécutives à la crise économique mondiale. Toutefois, en Jamaïque, le gouvernement a gelé les frais annexes versés par les parents.

Besoins	Infrastructures	Ressources humaines	Autres
Pays			
Canada	<ul style="list-style-type: none"> • Accroissement de l'entretien des universités (coûts d'entretien différés et estimés à plus de 6 milliards de dollars). • Nouveaux équipements et aménagements dans les salles de classes et pour la recherche. • Réparation et rénovation des écoles à travers le pays (bien que les besoins diffèrent suivant les régions). 	<ul style="list-style-type: none"> • La hausse de la demande dans l'enseignement supérieur accroît les besoins en enseignants à ce niveau d'éducation (actuellement, la réponse des universités et des établissements d'études supérieures consiste à employer des personnels à temps-partiel ou en contrat à durée déterminée. Leurs salaires sont bas et ils n'ont aucune sécurité de l'emploi). • Davantage de personnels de soutien et spécialisés sont nécessaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le CAUT souligne la nécessité d'augmenter le financement en faveur de la recherche et d'octroyer des subventions de fonctionnement aux établissements de l'enseignement supérieur.
Commonwealth de la Dominique	<ul style="list-style-type: none"> • Les écoles devraient être plus accueillantes, tant pour les élèves que pour les enseignants. Les établissements actuellement en construction ne disposent pas de halls. L'architecture des bâtiments ne favorise pas l'atténuation des situations de violence. 	<ul style="list-style-type: none"> • Nommer davantage d'enseignants qualifiés dans les écoles primaires et secondaires. • Nécessité urgente d'un plan de carrière pour les enseignants. • Des enseignants spécialisés sont nécessaires dans les domaines des sciences et de la psychologie. 	<ul style="list-style-type: none"> • Plus d'opportunités et de ressources en matière d'activités extrascolaires, telles que la natation, la danse, la musique (théorie et pratique).
Jamaïque	<ul style="list-style-type: none"> • Réparation et rénovation des bâtiments scolaires. • Construction de nouveaux locaux afin d'accueillir davantage d'élèves et de réduire la surcharge des classes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin d'enseignants supplémentaires afin de réduire la surcharge des classes. • Davantage de personnels de soutien sont indispensables: travailleurs sociaux, psychologues. • Des agents d'éducation supplémentaires sont nécessaires pour une supervision adéquate du système et des écoles. 	
États-Unis	<ul style="list-style-type: none"> • Un entretien des bâtiments est primordial et les réparations des installations sont reportées à une date non précisée. La construction de bâtiments scolaires aux États-Unis date en moyenne de 40 ans au moins. Selon le rapport 2009 de l'<i>American Society of Civil Engineers</i>: « les dépenses au profit des écoles dans le pays ont atteint le seuil de 29 milliards de dollars en 2004 contre 17 milliards de dollars en 1998. Cependant, en 2007, les dépenses avaient chuté à 20,28 milliards de dollars. Aucune donnée solide et 	<ul style="list-style-type: none"> • L'information est au mieux, sommaire. L'année prochaine, la plupart des systèmes publics seront confrontés à des manques. En raison de la soudaineté de la crise économique, peu de statistiques fiables sont disponibles. Il est néanmoins estimé que les licenciements d'enseignants représenteront entre 500.000 et 600.000 pertes d'emplois. • Les postes de soutien sont également sur la sellette, mais il existe peu de statistiques disponibles sur le nombre 	

Pays	Besoins Infrastructures	Ressources humaines	Autres
	avérée sur l'état des bâtiments scolaires en Amérique, n'a été recueillie au cours des dix dernières années. La <i>National Education Association</i> estime que la remise en état des établissements scolaires du pays se chiffrerait à 322 milliards de dollars » (322 milliards de dollars correspondent à l'estimation formulée en 2000).	de personnes qui seront confrontées à une perte d'emploi.	

2.1.3 Amérique latine

Au Brésil et au Chili, le système d'éducation n'a pas encore été confronté à des coupes budgétaires.

Au Costa Rica, ANDE a observé un recul de l'investissement en faveur de l'éducation.

Au Nicaragua, d'après la CTGEN-ANDEN, des baisses touchant à la maintenance des bâtiments (coûts d'exploitation, consommation d'énergie) et aux frais d'administration (téléphone, déplacements, équipements de bureaux) ont été observées. Un gel des recrutements administratifs a été mis en œuvre et le ministère de l'Éducation a réduit les heures de travail dans ses bureaux. Les écoles ont été dispensées d'appliquer ces mesures.

Au Pérou, selon le SUTEP, le budget consacré à l'éducation a fait l'objet d'un resserrement de l'ordre de 2.8% à 3%. En dépit du remaniement des programmes et de la publication de nouveaux manuels scolaires, les enseignants continuent d'utiliser les anciens ouvrages. Les objectifs fixés en matière de formation des enseignants n'ont pas été entièrement réalisés. En outre, l'allocation de 300 dollars prévue annuellement pour chaque enfant est bien inférieure au montant octroyé dans d'autres pays d'Amérique latine. Les salaires des enseignants et les retraites ont été gelés malgré un coût de la vie qui a doublé, voire triplé dans certains cas. On estime que plus de 1.000 écoles sont privées d'enseignants. En 2008, 1.385 classes n'avaient pas d'enseignants à leur tête.

Besoins	Infrastructures	Ressources humaines	Autres
Pays			
Brésil	<ul style="list-style-type: none"> • Bâtiments scolaires adéquats, répondant aux besoins des élèves (des écoles sont menacées). • Équipements et installations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Sur un total de 2.500.000 enseignants, 300.000 ne possèdent pas les qualifications requises et 300.000 autres sont formés dans des domaines n'ayant aucun lien avec les matières qu'ils enseignent. 	
Chili	<ul style="list-style-type: none"> • Certaines écoles manquent de place pour les équipements récréatifs, pour les activités physiques et les espaces de travail destinés aux enseignants sont insuffisants. • Des efforts considérables ont toutefois été consentis en vue d'améliorer les installations scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Réduire la charge de travail des enseignants et leur fournir un soutien professionnel. • Surplus d'enseignants dans certains domaines et déficit dans d'autres. Cette situation est due au manque de régulation de la part de l'Etat en matière de formation des enseignants, celle-ci étant soumise aux lois de la concurrence. 	
Costa Rica	<ul style="list-style-type: none"> • Construction de salles de classes, d'installations sanitaires et de bibliothèques, et fourniture de tables. • Entretien global des écoles et collèges. 	<ul style="list-style-type: none"> • Hausse du nombre d'enseignants et de professeurs nommés, certains à temps partiel (de nombreuses erreurs sont à noter eu égard aux affectations, avec des doublons pour un même poste. On note également une ingérence politique dans la nomination des enseignants). 	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de ressources technologiques adéquates (ordinateurs, TV, etc.), de tableaux noirs et de livres.
Nicaragua	<ul style="list-style-type: none"> • Réparations dans 3.000 écoles. • Fourniture d'installations relatives à l'eau potable et à l'électricité, essentiellement dans les zones rurales. • Construction de nouvelles écoles. 		<ul style="list-style-type: none"> • En dépit de la hausse du budget du ministère de l'Education au cours de ces trois dernières années, des ressources financières plus conséquentes sont indispensables.
Pérou	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité d'ouvrir des écoles supplémentaires à travers le pays. Selon les chiffres du ministère de l'Éducation, sur les 41.000 écoles existantes, seule la moitié se trouve dans un état convenable. Plus de 5.500 bâtiments scolaires se sont effondrés, mettant en péril des vies. • De nombreuses écoles manquent d'aménagements et de matériel de base. 	<ul style="list-style-type: none"> • Davantage d'enseignants requis: dans les zones urbaines, les classes de certaines écoles sont surchargées, avec un ratio élèves/enseignant atteignant 50:1. Dans 27% des écoles, les enseignants font la classe à des élèves de plusieurs niveaux en même temps. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'accès aux TIC est trop restreint, seuls 23% des élèves disposent d'un accès à l'Internet.

2.1.4 Afrique

En Afrique du Sud, en République du Congo, au Togo et en Zambie, les syndicats ont fait savoir que les systèmes d'éducation de ces pays n'avaient pas encore été affectés par des baisses liées à la crise économique et financière mondiale.

Bien que le SNAT du Swaziland n'ait pas participé à l'enquête (il n'est d'ailleurs pas pris en compte dans le total des réponses), il a annoncé que le gouvernement du Swaziland avait annulé son engagement en faveur de l'introduction de l'Education primaire gratuite en 2009, tel que stipulé dans la constitution du pays. Le gouvernement affirme ne pas disposer de fonds suffisants pour garantir la gratuité de l'éducation primaire et ce, en dépit de l'introduction de la gratuité des manuels et fournitures scolaires. La construction de salles de classes supplémentaires et la formation de davantage d'enseignants est également indispensable.

Besoins	Infrastructures	Ressources humaines	Autres
Pays			
République du Congo	<ul style="list-style-type: none"> • Amélioration des infrastructures scolaires, notamment dans les grandes villes. De nouvelles salles de classes sont requises, au vu des effectifs considérables (60 à plus de 100 élèves par classe) dans les écoles primaires et à l'université (le financement de l'État en faveur des établissements scolaires est limité). • Besoins urgents en équipements et installations scolaires: la FETRASSEIC informe qu'il y a encore en primaire des élèves assis par terre et des enseignants sans bureau. • Besoin d'installer dans les écoles notamment des bibliothèques et des laboratoires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin d'enseignants supplémentaires: pénurie d'enseignants à tous les niveaux, classes surchargées. • Formation des enseignants indispensable. • Augmentation des salaires des enseignants nécessaire. 	
Afrique du Sud	<ul style="list-style-type: none"> • Le SADTU évoque une pénurie de salles de classes, de bâtiments scolaires, de laboratoires, de bibliothèques et d'infrastructures sportives. • De plus, le SADTU souligne une segmentation encore présente dans l'éducation, fondée sur la race et la classe sociale, et qui se retrouve aussi dans les infrastructures scolaires. Ces questions doivent être abordées. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le SADTU souligne que traditionnellement, les écoles pauvres manquent des personnels de soutien dont elles ont besoin. • Davantage d'enseignants sont nécessaires à travers le pays pour faire face à la pénurie croissante d'enseignants ; l'attrition concerne environ 18.000 enseignants par an alors que seulement 6.000 nouveaux enseignants sont diplômés chaque année. 	<ul style="list-style-type: none"> • Formation des enseignants insuffisante et manque de soutien.
Togo	<ul style="list-style-type: none"> • Reconstruction de bâtiments scolaires. • Équipements (par exemple, des tables) et matériel (par exemple, des livres). 	<ul style="list-style-type: none"> • Près de 6.000 enseignants sont nécessaires à tous les niveaux d'enseignement. Le Togo a recruté de nouveaux enseignants mais 9.192 d'entre eux ne sont pas qualifiés (les auxiliaires). Cependant, (d'après le syndicat FESEN) l'éducation ne serait pas affectée par la crise. 	
Zambie	<ul style="list-style-type: none"> • La création de classes supplémentaires est indispensable dans les établissements primaires et secondaires. 	<ul style="list-style-type: none"> • Davantage d'enseignants sont requis, en particulier dans les zones rurales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Davantage de matériel pédagogique pour enseigner et apprendre (actuellement, ces équipements ne sont pas adéquats).

2.1.5 Asie/Pacifique

Dans la région Asie/Pacifique, l'Australie, le Japon, la Mongolie, la Nouvelle-Zélande, Taiwan et Tonga, sont confrontés à des coupes budgétaires dans l'éducation ainsi qu'à d'autres nouvelles mesures, telles la baisse des salaires et des indemnités versées aux enseignants au Japon ou la suspension d'initiatives destinées à infléchir le ratio élèves/enseignant en Nouvelle-Zélande.

Tonga doit faire face à des restrictions générales dans l'éducation, essentiellement dues au fait que le budget dépend des revenus locaux et des donations venant de l'étranger.

En Australie, aucune coupe n'a été observée. Toutefois, selon un rapport de l'AEU établi sur base du budget de mai 2008 du gouvernement Rudd, il était prévu d'ici à 2011-2012 un fléchissement - à hauteur de 33,8% à prix constant - du budget ordinaire du Commonwealth attribué aux écoles publiques. Or, un rapport consécutif à celui de l'AEU révèle que les nouvelles mesures de financement inverseront les baisses à prix constant initialement projetées. Sur l'ensemble du financement alloué par le Commonwealth aux établissements privés et publics, on s'attend désormais à ce que la part réservée aux écoles publiques atteigne 37,1% d'ici à 2011-12. S'agissant du premier investissement sérieux réalisé au profit de l'enseignement public depuis plus d'une décennie, le nouveau plan de financement a reçu un accueil favorable. Il est toutefois essentiel de relativiser cette hausse, car le nouveau plan de financement restera toujours moins conséquent que les fonds affectés par le Commonwealth aux écoles privées, pour couvrir les subventions récurrentes apportées à ces dernières.

En Mongolie, des coupes budgétaires significatives se sont produites dans l'éducation en 2008 et une baisse supplémentaire de 20% est annoncée pour 2009. Les salaires des enseignants et des personnels de soutien ont été gelés et seront soumis à des restrictions complémentaires.

A Taiwan, en 2009, le budget annuel en faveur de l'éducation a reculé. En 2008, le gouvernement avait dévié près de 22,7 millions de dollars au profit de l'enseignement supérieur dans le but de stimuler la croissance économique. Bien que la somme ait été restituée dans le budget 2009 de l'éducation, le montant total de celui-ci est à peine supérieur au minimum obligatoire ⁶ et reste comparativement inférieur à celui des années précédentes. Selon la NTA, le gouvernement taïwanais a également instauré une « récompense » controversée pour soutenir la fusion entre les écoles, dans le but d'améliorer « l'efficacité » des dépenses de l'éducation dans les établissements comptant une population étudiante restreinte. La NTA déclare que le gouvernement ne parvient pas à aider les élèves, en particulier ceux des zones rurales.

En Corée et aux Philippines les systèmes d'éducation n'ont pas encore subi de coupes résultant de la crise économique et financière mondiale.

⁶ D'après la législation taïwanaise, le budget annuel de l'éducation devrait au moins dépasser 21,5% du revenu national brut moyen des trois années précédentes.

Besoins Pays	Infrastructures	Ressources humaines	Autres
Australie	<ul style="list-style-type: none"> (Voir texte sous le tableau: récents investissements à hauteur de 14,7 milliards de dollars dans les infrastructures scolaires publiques et privées. Des investissements en faveur des écoles publiques sont nécessaires depuis des années.) 	<ul style="list-style-type: none"> La qualité de l'éducation, des salaires professionnels et la fourniture de ressources nécessaires pour accéder à ces demandes sont indispensables en vue d'améliorer les écoles publiques et les débouchés pour les élèves. L'octroi de fonds supplémentaires alloués de manière équitable est essentiel afin de procurer aux écoles publiques les ressources dont elles ont besoin. Veiller à ce que les enseignants répondent aux exigences professionnelles relatives à la qualité de l'éducation (dans le cadre d'une étude nationale concernant des enseignants débutants, l'AEU a découvert que la moitié d'entre eux ne pensaient pas qu'ils enseigneraient encore dans le système public dans les 10 années à venir. Leurs principales préoccupations concernaient la charge excessive de travail et les classes surchargées, les salaires inadéquats et les opportunités de carrière restreintes). 	<ul style="list-style-type: none"> Une hausse du financement de l'Etat fédéral/des collectivités territoriales est fondamentale en vue d'augmenter les salaires et de traiter, dans le cadre d'un plan global d'amélioration, les questions relatives à la surcharge des classes, à la charge de travail, à la titularisation des enseignants, aux personnels de soutien, au développement professionnel ainsi qu'aux infrastructures scolaires. Financement accru en faveur des élèves aborigènes.
Japon	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration des infrastructures scolaires afin qu'elles résistent aux tremblements de terre. 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre d'enseignants et de personnels de soutien. 	
Corée	<ul style="list-style-type: none"> Davantage de classes adaptées aux exigences des matières enseignées. Matériel pédagogique en lien avec le programme. 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre de personnels de soutien. Renforcement de l'autorité des proviseurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Renforcement de la formation des enseignants et développement d'un programme de niveau Mastère pour les enseignants. Introduction de programmes de congés sabbatiques pour les enseignants. Contrôle de la stabilité des finances de l'éducation. Diminution des investissements privés. Réforme du système relatif aux examens d'entrée dans des établissements de niveau universitaire.

Besoins	Infrastructures	Ressources humaines	Autres
Pays			
Mongolie	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin accru d'écoles dans la capitale. • Les installations sanitaires et celles relatives au chauffage doivent être renforcées dans les établissements scolaires (toilettes, lavabos). • Dans les zones rurales des aménagements de dortoirs sont nécessaires afin d'améliorer les conditions de vie des enfants de bergers. • La construction d'un plus grand nombre de jardins d'enfants est indispensable afin d'encourager les inscriptions au niveau préscolaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans les banlieues, plus d'enseignants sont nécessaires en vue de désengorger les salles de classes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement du programme scolaire (guides sur les programmes et manuels à l'intention des enseignants), formation des enseignants sur les compétences nécessaires au travail en équipe. En Mongolie, le système d'éducation est en phase de transition concernant le passage de 10 à 12 années de scolarisation. • Les proviseurs doivent être formés aux compétences nécessaires pour diriger un établissement. • L'hébergement des enseignants et des personnels de soutien (ceci constitue un problème majeur en Mongolie).
Nouvelle-Zélande	<ul style="list-style-type: none"> • Nouveaux bâtiments scolaires et rénovations d'un grand nombre d'écoles vétustes. • Modernisation en matière de TIC. 	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin accru d'enseignants dans le secondaire. • Dans le secondaire, plus de postes d'enseignants de soutien et davantage de personnels de soutien. • Amélioration des salaires des enseignants du secondaire et des personnels de soutien. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des ressources en faveur du développement professionnel. • Renforcement des subventions de fonctionnement.
Philippines	<ul style="list-style-type: none"> • Equipements tels que des laboratoires et des salles d'informatique. • Espaces pour permettre aux élèves d'étudier. 	<ul style="list-style-type: none"> • Hausse du salaire des enseignants. 	
Taiwan	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité urgente de réparer et d'améliorer les bâtiments scolaires afin qu'ils résistent aux catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre: sur 735 établissements primaires et pré-secondaire, 21% ne sont pas résistants et 61% datent de plus 30 ans. • Équipements tels que des ordinateurs et des rétroprojecteurs (selon la NTA, les 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le nombre d'enseignants en poste: on compte en moyenne 29 élèves par classe à l'école primaire et 34 élèves dans les niveaux inférieurs du secondaire. 	

Besoins	Infrastructures	Ressources humaines	Autres
Pays			
	collectivités territoriales déclarent être dans l'incapacité d'acheter de tels équipements, en raison des restrictions budgétaires imposées par le gouvernement central).		
Tonga	<ul style="list-style-type: none"> Investissement public dans les infrastructures. 	<ul style="list-style-type: none"> Besoin accru d'enseignants: le ratio élèves/enseignant est actuellement autour de 40:1, voire plus. 	

2.2 Besoins dans l'éducation: infrastructures et ressources humaines

Les tableaux présentés dans cette section, fournissent une vue d'ensemble des besoins en infrastructures et en ressources humaines identifiés dans chaque région (avec une sous-division des besoins par pays).

2.2.1 Europe

Le tableau ci-dessous fournit un aperçu des besoins inhérents aux systèmes d'éducation de différents pays d'Europe. Ceux-ci sont globalement répertoriés en besoins relevant de l'infrastructure ou des ressources humaines. Dans la majorité des pays européens, on note qu'il est indispensable d'engager des rénovations ou de reconstruire des bâtiments scolaires vétustes dont les aménagements doivent être modernisés ou renforcés. Dans certains pays, les syndicats ont mis en lumière des besoins ayant trait à la modernisation ou à l'amélioration des équipements et installations scolaires, notamment en termes de laboratoires, de bibliothèques, d'installations sportives, d'équipements pour la musique ou encore d'infrastructures relatives aux TIC.

En termes de ressources humaines, le besoin le plus couramment observé au sein d'une majorité de pays européens concerne l'accroissement nécessaire du nombre d'enseignants à tous les niveaux d'enseignement, en particulier dans les pays présentant des ratios élèves/enseignant élevés, tels que la Finlande et l'Irlande. On observe une pénurie d'enseignants dans des matières spécifiques (les sciences ou les mathématiques), ainsi qu'un manque d'enseignants spécialisés (en langues vivantes, conseillers thérapeutiques et d'orientation) en Allemagne, dans la Fédération de Russie, en Irlande, en Norvège et en Suisse. Dans de nombreux pays, dont l'Allemagne, la Géorgie, Malte, la Moldavie, les Pays-Bas et le R.-U., les syndicats considèrent qu'il est fondamental de revaloriser les qualifications des enseignants et d'améliorer leurs conditions de salaire et de travail (charge de travail), afin de rendre la profession plus attrayante pour les enseignants nouvellement qualifiés et de favoriser le maintien dans la profession des enseignants déjà en poste. En Espagne et en Norvège, les syndicats ont fait état de besoins en personnels dans le domaine de l'éducation de la petite enfance.

Selon les syndicats d'Allemagne, de Finlande, d'Irlande, d'Italie, de Pologne, du R.-U. et de Suisse, il apparaît comme essentiel de renforcer les opportunités de développement professionnel offertes aux enseignants (formation initiale ainsi qu'en cours de service).

D'après le NASUWT du R.-U., depuis 1997, le système d'éducation a connu une augmentation significative du financement global qui lui y est consacré. Les débats politiques ont eu tendance à mettre davantage l'accent sur la distribution du financement public alloué à l'éducation – et sur les moyens employés à ces fins- plutôt que sur le niveau global d'investissement.

L'ESFTU de Géorgie a mis en exergue la question de l'instabilité politique dans le pays et des changements d'affectation fréquents au sein du ministère de l'Education. Ces points tendent à interférer avec les initiatives de développement du système éducatif.

Chypre n'a fait aucun commentaire sur d'éventuels besoins en termes d'infrastructure ou de ressources humaines.

2.2.2 Amérique du Nord et Caraïbes

La FCE-CTF du Canada souligne qu'à ce stade aucune baisse des salaires ou des retraites n'a été observée et que le gouvernement cherche à éviter les licenciements en favorisant les accords à plus long terme.

2.2.3 Amérique Latine

Au Pérou, le SUTEP déclare qu'un nombre considérable d'enseignants est au chômage dans le pays; 2.000.000 enseignants diplômés sont sans travail. Dans le même temps, près de 2.250.000 enfants ne sont pas scolarisés, dont 130.900 environ sont des enfants indigènes âgés entre 3 et 16 ans. Quelques 35.000 enfants redoublent une fois arrivés dans l'enseignement secondaire. Environ 14% de la population du Pérou est analphabète.

Besoins	Infrastructures	Ressources humaines	Autres
Pays			
Brésil	<ul style="list-style-type: none"> Bâtiments scolaires adéquats répondant aux besoins des élèves (des écoles sont menacées) Équipements et installations. 	<ul style="list-style-type: none"> Sur un total de 2.500.000 enseignants, 300.000 ne possèdent pas les qualifications requises et 300.000 autres sont formés dans des domaines n'ayant aucun lien avec les matières qu'ils enseignent. 	
Chili	<ul style="list-style-type: none"> Certaines écoles manquent de place pour les équipements récréatifs, pour les activités physiques et les espaces de travail destinés aux enseignants sont insuffisants. Des efforts considérables ont toutefois été consentis en vue d'améliorer les installations scolaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Réduire la charge de travail des enseignants et leur fournir un soutien professionnel. Surplus d'enseignants dans certains domaines et déficit dans d'autres. Cette situation est due au manque de régulation de la part de l'État en matière de formation des enseignants, celle-ci étant soumise aux lois de la concurrence. 	
Costa Rica	<ul style="list-style-type: none"> Construction de salles de classes, d'installations sanitaires, de bibliothèques, fourniture de tables. Entretien global des écoles et des établissements du niveau universitaire. 	<ul style="list-style-type: none"> Hausse du nombre d'enseignants et de professeurs nommés, certains à temps partiel (de nombreuses erreurs sont à noter eu égard aux affectations, avec des doublons pour un même poste. On note également une ingérence politique dans la nomination des enseignants). 	<ul style="list-style-type: none"> Manque de ressources technologiques adéquates (ordinateurs, TV, etc.), de tableaux noirs et de livres.
Nicaragua	<ul style="list-style-type: none"> Réparations dans 3.000 écoles. Fourniture d'installations relatives à l'eau potable et à l'électricité, essentiellement dans les zones rurales. Construction de nouvelles écoles. 		<ul style="list-style-type: none"> En dépit d'une hausse du budget du ministère de l'Éducation au cours de ces trois dernières années, des ressources financières plus conséquentes sont indispensables.
Pérou	<ul style="list-style-type: none"> Nécessité d'ouvrir des écoles supplémentaires à travers le pays. Selon les chiffres du ministère de l'Éducation, sur les 41.000 écoles existantes, seule la moitié se trouve dans un état convenable. Plus de 5.500 bâtiments scolaires se sont effondrés, mettant en péril des vies. De nombreuses écoles manquent d'aménagements et de matériel de base. 	<ul style="list-style-type: none"> Davantage d'enseignants requis: dans les zones urbaines, les classes de certaines écoles sont surchargées, avec un ratio élèves/enseignant atteignant 50:1. Dans 27% des écoles, les enseignants font classe à des élèves de plusieurs niveaux en même temps. 	<ul style="list-style-type: none"> L'accès aux TIC est trop restreint, seuls 23% des élèves disposent d'un accès à Internet.

2.2.4 Afrique

Besoins	Infrastructures	Ressources humaines	Autres
Pays			
République du Congo	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration des infrastructures scolaires, notamment dans les grandes villes. De nouvelles salles de classes sont requises, au vu des effectifs considérables (60 à plus de 100 élèves par classe) dans les écoles primaires et à l'université. (Le financement de l'État en faveur des établissements scolaires est limité). Besoins urgents en équipements et installations scolaires: la FETRASSEIC informe qu'il y a encore en primaire des élèves assis par terre et des enseignants sans bureau. Besoin d'installer dans les écoles notamment des bibliothèques et de laboratoires. 	<ul style="list-style-type: none"> Besoin d'enseignants supplémentaires: pénurie d'enseignants à tous les niveaux, classes surchargées. Formation des enseignants indispensable. Augmentation des salaires des enseignants nécessaire. 	
Afrique du Sud	<ul style="list-style-type: none"> SADTU évoque une pénurie de salles de classes, de bâtiments scolaires, de laboratoires, de bibliothèques et d'infrastructures sportives. De plus, SADTU souligne une segmentation encore présente dans l'éducation, fondée sur la race et la classe sociale et qui se retrouve aussi dans les infrastructures scolaires. Ces questions doivent être abordées. 	<ul style="list-style-type: none"> SADTU souligne que traditionnellement, les écoles pauvres manquent des personnels de soutien dont elles ont besoin. Davantage d'enseignants sont nécessaires à travers le pays pour faire face à la pénurie croissante d'enseignants ; l'attrition concerne environ 18,000 enseignants par an alors que seulement 6,000 nouveaux enseignants sont diplômés chaque année. 	<ul style="list-style-type: none"> Formation des enseignants insuffisante et manque de soutien.
Togo	<ul style="list-style-type: none"> Reconstruction de bâtiments scolaires. Équipements (par ex. des tables) et matériel (par exemple des livres). 	<ul style="list-style-type: none"> Près de 6000 enseignants sont nécessaires à tous les niveaux d'enseignement. Le Togo a recruté de nouveaux enseignants mais 9,192 d'entre eux ne sont pas qualifiés (les auxiliaires). Cependant, (d'après le syndicat FESEN) l'éducation ne serait pas affectée par la crise. 	
Zambie	<ul style="list-style-type: none"> La création de classes supplémentaires est indispensable dans les établissements primaires et secondaires. 	<ul style="list-style-type: none"> Davantage d'enseignants sont requis en particulier dans les zones rurales. 	<ul style="list-style-type: none"> Davantage de matériel pédagogique requis pour enseigner et apprendre (actuellement, ces équipements ne sont pas adéquats).

2.2.5 Asie/Pacifique

En juin 2008 l'AEU en Australie a commandé un rapport sur les infrastructures dans l'éducation publique. Ce rapport, intitulé *Rebuilding Public Schools 2020* (La reconstruction des écoles publiques

2020), a révélé que, comparé au niveau d'investissement alloué aux écoles privées, environ 2 milliards de dollars d'investissements annuels feraient défaut aux établissements publics d'Australie, pour les bâtiments et installations scolaires. Le rapport a montré que pendant la période 2002-2005, les écoles publiques étaient sous-financées à hauteur de 8,4 milliards de dollars, en termes de capital investissement. Si en 2005, cette somme avait été répartie de manière égale entre tous les établissements publics, chaque école publique d'Australie aurait pu bénéficier de 1,2 millions de dollars supplémentaires. Une recherche approfondie (datée de décembre 2008) a également mis en exergue le fait que les fonds dépensés au profit des bâtiments et des installations scolaires sont bien moins élevés en Australie que d'autres grands pays. Entre 2002 et 2006, les gouvernements australiens ont dépensé en moyenne 1.000 dollars de moins par élève que la Grande Bretagne ou les États-Unis. Si pendant cette période de 5 ans, l'Australie avait autant investi par élève des écoles publiques que le R.-U. et les États-Unis, chaque établissement public aurait bénéficié de 1,5 million de dollars de fonds supplémentaires pour l'amélioration des bâtiments, des installations et des équipements. En février 2009, le gouvernement australien a annoncé qu'il allait injecter 14,7 milliards de dollars dans les infrastructures scolaires (publiques et privées).

Par ailleurs, en août 2008, l'AEU d'Australie a commandé un rapport sur le financement des établissements scolaires. Celui-ci a montré que sur la base du budget du gouvernement Rudd daté de mai 2008, il était attendu que le financement émanant du Commonwealth en faveur des écoles publiques soit abaissé en valeur réelle à 33,8%, d'ici à 2011-2012. Le Rapport recommande l'octroi de 1,6 milliards de dollars supplémentaires par an, en vue de ramener à 43,1% la part du financement ordinaire du Commonwealth affecté à l'école publique.

Un rapport consécutif à celui de l'AEU, publié par le Dr. McMorrow [décembre 2008] et intitulé *Updating the evidence: The Rudd Government's intentions for schools* (Les preuves mises à jour. Les intentions du gouvernement Rudd concernant les écoles), examine les changements observés depuis le budget de mai en matière de financement et se penche plus particulièrement sur le plan de financement additionnel au profit des écoles publiques, qui s'élève à 2,8 milliards de dollars pour une période de cinq ans. L'analyse montre que les nouvelles mesures sur le financement inverseront les baisses à prix constant initialement projetées et que l'on s'attend désormais à ce que la part du financement total du Commonwealth attribué aux établissements publics augmente à hauteur de 37,1% d'ici à 2011-2012. Le plan de financement du *Council of Australian Governments* (COAG-Conseil des gouvernements australiens) a été bien accueilli, car il représente le premier investissement sérieux dans l'enseignement public depuis une décennie. Il faut toutefois relativiser cette hausse car le nouveau plan de financement reste moins conséquent que les fonds qu'affectera le Commonwealth pour couvrir les subventions récurrentes des écoles privées.

Une majorité des élèves aborigènes scolarisés dans les écoles publiques d'Australie ne bénéficie toujours pas d'un financement adéquat de leur éducation, en raison d'une mesure annoncée par le gouvernement fédéral en 2008, qui vise à octroyer le niveau maximum de fonds - correspondant à 70% des dépenses ordinaires moyennes du gouvernement (AGSRC) - aux écoles non-gouvernementales situées dans des zones isolées et comptant un nombre significatif d'élèves aborigènes. Les écoles publiques prennent en charge près de 90% des élèves aborigènes. Pourtant, elles continuent de voir

leurs niveaux de financement plafonner à 10% de l'AGSRC pour les établissements secondaires et à 8,9% pour les écoles primaires, soit 7 fois moins que les écoles non-gouvernementales.

Besoins	Infrastructures	Ressources humaines	Autres
Pays			
Australie	<ul style="list-style-type: none"> (Voir texte sous le tableau: récents investissements à hauteur de 14,7 milliards de dollars dans les infrastructures scolaires publiques et privées. Des investissements en faveur des écoles publiques sont nécessaires depuis des années). 	<ul style="list-style-type: none"> La qualité de l'éducation, des salaires professionnels et la fourniture des ressources nécessaires pour accéder à ces demandes, sont indispensables en vue d'améliorer les écoles publiques et les débouchés pour les élèves. L'octroi de fonds supplémentaires alloués de manière équitable est essentiel afin de pourvoir les écoles publiques des ressources nécessaires. Veiller à ce que les enseignants répondent aux exigences professionnelles relatives à la qualité de l'éducation (dans le cadre d'une étude nationale concernant des enseignants débutants, l'AEU a découvert que la moitié d'entre eux ne pensaient pas qu'ils enseigneraient encore dans le système public dans les 10 années à venir. Leurs principales préoccupations concernaient la charge excessive de travail et les classes surchargées, les salaires inadéquats et les opportunités de carrières restreintes). 	<ul style="list-style-type: none"> Une hausse du financement de l'État fédéral/des collectivités territoriales est fondamentale en vue d'augmenter les salaires et de traiter, dans le cadre d'un plan global d'amélioration, les questions relatives à la surcharge des classes, à la charge de travail, à la titularisation des enseignants, aux personnels de soutien, au développement professionnel ainsi qu'aux infrastructures scolaires. Financement accru en faveur des élèves aborigènes.
Japon	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration des infrastructures scolaires afin qu'elles résistent aux tremblements de terre. 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre d'enseignants et de personnels de soutien. 	
Corée	<ul style="list-style-type: none"> Davantage de classes adaptées aux exigences des matières enseignées. Matériel pédagogique en lien avec le programme. 	<ul style="list-style-type: none"> Augmentation du nombre de personnels de soutien. Renforcement de l'autorité des proviseurs. 	<ul style="list-style-type: none"> Amélioration de la formation des enseignants et développement d'un programme de niveau Mastère pour les enseignants. Introduction de programmes de congés sabbatiques pour les enseignants. Surveillance de la stabilité des finances de l'éducation. Diminutions des investissements privés. Réforme du système relatif aux

			examens d'entrée aux établissements du niveau universitaire.
Mongolie	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin accru d'écoles dans la capitale. • Les installations sanitaires et celles relatives au chauffage doivent être renforcées dans les établissements scolaires (toilettes, lavabos). • Dans les zones rurales des aménagements d'ortoirs sont nécessaires afin d'améliorer les conditions de vie des enfants de bergers. • La construction d'un plus grand nombre de jardins d'enfants est nécessaire afin de favoriser les inscriptions au niveau pré-scolaire. 	<ul style="list-style-type: none"> • Dans les banlieues, plus d'enseignants sont nécessaires afin de désengorger les salles de classes. 	<ul style="list-style-type: none"> • Développement du programme scolaire (guides sur les programmes et manuels à l'intention des enseignants), formation des enseignants sur les compétences nécessaires au travail en équipe. En Mongolie, le système d'éducation est en phase de transition, concernant le passage de 10 à 12 années de scolarisation. • Les proviseurs ont besoin d'être formés aux compétences nécessaires pour diriger un établissement. • L'hébergement des enseignants et des personnels de soutien (ceci constitue un problème majeur en Mongolie).
Nouvelle-Zélande	<ul style="list-style-type: none"> • Nouveaux bâtiments scolaires et rénovations d'un grand nombre d'écoles vétustes. • Modernisation en matière de TIC. 	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin accru d'enseignants dans le secondaire. • Dans le secondaire, plus de postes de soutien pour les enseignants et davantage de personnels de soutien. • Amélioration des salaires des enseignants du secondaire et des personnels de soutien. 	<ul style="list-style-type: none"> • Renforcement des ressources en faveur du développement professionnel. • Renforcement des subventions de fonctionnement.
Philippines	<ul style="list-style-type: none"> • Équipements tels que des laboratoires et des salles d'informatique. • Espaces pour permettre aux élèves d'étudier. 	<ul style="list-style-type: none"> • Hausse du salaire des enseignants. 	
Taiwan	<ul style="list-style-type: none"> • Nécessité urgente de réparer et d'améliorer les bâtiments scolaires afin qu'ils résistent aux catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre: sur 735 établissements du primaire et du pré-secondaire, 21% ne sont pas résistants et 61% datent de plus de 30 ans. • Équipements tels que des ordinateurs et des rétroprojecteurs (selon la NTA, les collectivités territoriales se déclarent dans l'incapacité d'acheter de tels équipements en raison des restrictions budgétaires imposées par le gouvernement central). 	<ul style="list-style-type: none"> • Augmenter le nombre d'enseignants en poste: on compte 29 élèves par classe en moyenne à l'école primaire et 34 élèves dans le secondaire inférieur. 	
Tonga	<ul style="list-style-type: none"> • Investissement public dans les infrastructures. 	<ul style="list-style-type: none"> • Besoin accru d'enseignants: le ratio élèves/enseignant est actuellement autour de 40:1, voire plus. 	

2.3 Plans de relance et éducation

2.3.1 Europe

Dans aucun pays d'Europe, hormis la Norvège, les gouvernements n'ont annoncé de plans destinés à éviter les licenciements d'enseignants. En Norvège, le gouvernement a brièvement abordé la question de l'introduction de critères renforcés en matière de ratio élèves/enseignant, en vue de prévenir les restrictions budgétaires et les licenciements d'enseignants appliqués par les autorités locales et régionales. À ce jour, le gouvernement n'a toutefois formulé aucune proposition concrète à ce sujet. Au cours de ces cinq dernières années, l'UEN a insisté à maintes reprises sur les besoins concernant l'application de tels critères nationaux. Le gouvernement central, en étroite collaboration avec le syndicat, a mis en place un partenariat avec tous les acteurs majeurs du secteur de l'éducation dans le but de revaloriser le rôle et le statut des enseignants. Le premier objectif de ce partenariat est d'accroître le nombre de postulants aux programmes de formation initiale des enseignants. Un certain nombre d'objectifs quelque peu évasifs ont été énoncés dans le cadre du projet sur cinq ans baptisé «Gnist» (étincelle).

Au R.-U., le NASUWT rapporte que le gouvernement ne dispose d'aucun plan destiné à prévenir les licenciements d'enseignants, car le recrutement ou le licenciement d'enseignants ne relève pas de la responsabilité directe des instances du gouvernement central. Ces questions concernent en effet, chaque école individuellement et les autorités locales. L'ampleur du financement dans l'ensemble du système d'éducation a, de toute évidence, un impact sur le nombre de personnels employés dans les établissements scolaires. Dans ses plans relatifs aux dépenses publiques pour la période allant jusqu'à 2011, le gouvernement britannique s'est clairement engagé à maintenir les niveaux actuels de financement dans le système éducatif, et ce malgré un niveau de croissance qui, en termes réels, devrait être inférieur à celui des années précédentes.

En Suède, Lärarförbundet souligne que le gouvernement envisage d'accroître l'an prochain ses subventions au profit des municipalités (ces dernières financent les salaires des enseignants et reçoivent des fonds gouvernementaux pour couvrir tout un ensemble d'activités, dont l'éducation). En avril 2009, ces subventions seront stipulées dans le cadre de la loi relative à la politique fiscale du gouvernement.

En Irlande, les enseignants sont confrontés à des baisses touchant les salaires et les retraites. Selon le TUI et ASTI, hormis les groupes à très faibles revenus, les travailleurs dont les revenus atteignent 100.000 euros ont été assujettis à un impôt de 1%. Pour les revenus supérieurs à 200.000 euros, cette taxe s'élève à 2%. En outre, tous les travailleurs du secteur public se voient imposés une taxe de retraite sur leurs salaires. Cette taxe est déterminée en fonction du niveau de revenus mais pour les enseignants, le taux se situera entre 5 et 10%. Par ailleurs, selon l'ASTI, les revenus de soutien alloués aux familles ayant de jeunes enfants pourraient être diminués.

Le tableau suivant fournit une vue d'ensemble des pays d'Europe dont les gouvernements ont élaboré

des plans de relance, dans les cas où ces plans comprennent des investissements en faveur de l'éducation (infrastructures et/ou ressources humaines). En outre, le tableau indique les niveaux d'enseignement au profit desquels les investissements des plans de stimulation sont dirigés (si tant est qu'ils incluent des investissements au profit de l'éducation). Le tableau précise également si les syndicats ont été consultés ou pas sur les intentions de leur gouvernement concernant ces plans de stimulation.

En Allemagne un plan de relance plutôt remarquable est en place. Il comprend des investissements au profit de l'éducation, bien que la majeure partie concerne les infrastructures scolaires. Le GEW est convaincu qu'il est indispensable d'accroître de manière constante les dépenses publiques destinées aux infrastructures des écoles, universités et autres institutions scolaires, ainsi que celles en faveur du salaire des enseignants. Le GEW considère que le plan de relance du gouvernement allemand est insuffisant. Il comprend des réductions d'impôts qui, à l'avenir, mettront en danger les recettes publiques destinées à l'éducation. Une nouvelle limitation constitutionnelle en matière de dépenses liées aux dettes mettra davantage de pression sur les dépenses publiques et des restrictions encore plus conséquentes sont à prévoir dans les années à venir. Cette situation aura des répercussions négatives sur les salaires des enseignants comme sur les infrastructures de l'éducation. Le GEW considère qu'il en découlera également une intensification de la privatisation du système éducatif allemand.

Pays	Plan de relance?	Investissement dans les infrastructures d'éducation?	Investissement dans les ressources humaines?	Niveaux d'enseignement ciblés?	Syndicats consultés?
Autriche	Oui	-	-	-	Non
Azerbaïdjan	Non	-	-	-	-
Belgique	Oui	Oui	Oui	Tous les niveaux	Oui
Chypre	Non	-	-	-	-
Danemark	Oui	Non	Non		
Finlande	Oui	Oui	Oui	Enseignement professionnel (EFP) et éducation des adultes	Oui
Géorgie	Oui			Tous les niveaux	
Allemagne	Oui	Oui	Oui	Tous les niveaux	Non
Irlande	Non	-	-	-	-
Italie	Oui	Non	Non	-	-
Malte	Non (bien que des arrangements ad-hoc aient été convenus avec des entrepreneurs pour qu'ils investissent davantage dans le pays).			Un investissement conséquent a été consenti en faveur de la formation des personnes ayant perdu leur emploi.	
Moldavie	Oui	Oui	Oui	Enseignement secondaire; enseignement professionnel et pour adultes.	Oui
Pays-Bas	Oui	Inconnu	Inconnu		Non
Norvège	Oui	-	Oui	Enseignement primaire et secondaire	-
Pologne	Oui	Non	-	-	Non
Portugal	Oui	Oui	-	Éducation de la petite enfance, enseignement primaire et secondaire.	Non
Fédération de Russie	Oui. Pas de coupe dans le budget de l'éducation.		Pas de baisse des salaires des enseignants.	Éducation de la petite enfance, enseignement primaire et secondaire.	-
Espagne	Non	-	-	-	-
Suède	Oui	-	-	-	-

Pays	Plan de relance?	Investissement dans les infrastructures d'éducation?	Investissement dans les ressources humaines?	Niveaux d'enseignement ciblés?	Syndicats consultés?
Suisse	Oui	-	-	-	Non
R.-U.	Oui	Oui, priorité accordée aux programmes d'apprentissage.	Oui. Actuellement, le parc scolaire est en cours de rénovation dans le cadre du programme gouvernemental <i>Building Schools for the Future</i> et du programme <i>Primary Capital</i> . Ces programmes visent à traiter la question du sous-investissement dans les édifices scolaires.	Tous les niveaux (selon le NASUWT) ; L'éducation de la petite enfance (selon le NUT).	Oui (NASUWT) Non (NUT)

2.3.2 Amérique du Nord et Caraïbes

Au Canada, le personnel académique du *Royal Military College of Canada*, dont les opérations sont gérées par le gouvernement fédéral, s'est vu retirer les accords négociés sur la question des salaires. Les syndicats ont engagé une action légale en vue de contester cette décision.

Aux États-Unis, le gouvernement a annoncé des mesures destinées à prévenir les licenciements d'enseignants. Selon la NEA, le Congrès des États-Unis a adopté une loi visant à allouer 100 milliards de dollars supplémentaires à l'éducation, en complément du montant précédemment prévu au budget. L'objectif premier de cette loi étant de compenser les écarts prévisionnels du budget de l'État pour l'année en cours et pour l'an prochain. Les médias ainsi que d'autres sources diffusent des messages contradictoires quant à l'efficacité du Plan de relance. Certains analystes prédisent que les fonds permettront d'éviter un grand nombre de licenciements. Toutefois, des inquiétudes persistent sur le fait que l'argent du Plan pourrait ne pas atteindre certains États à temps pour permettre d'éviter des mises au chômage.

La NEA est également convaincue que les enseignants sont confrontés à des baisses de salaires. Elle souligne que, malgré le peu d'information à jour disponible concernant l'ampleur de ces réductions salariales et de l'ajustement des bénéfices, les médias affirment que les négociations de contrats seront plus ardues pour l'année à venir. De nombreux contrats sont négociés par chaque état individuellement ou par les districts eux-mêmes. Les données ne seront donc disponibles qu'une fois que la négociation de nouveaux contrats sera achevée.

Le tableau suivant fournit un aperçu des pays d'Amérique du Nord et des Caraïbes pour lesquels les gouvernements ont élaboré un plan de stimulation, que ces plans incluent ou pas des investissements

dans l'éducation (infrastructure et/ou ressources humaines). Par ailleurs, le tableau fait ressortir les niveaux d'enseignement concernés par ces plans de relance (que ceux-ci comprennent ou non des investissements dans l'éducation). Le tableau indique également si les syndicats ont été consultés sur les intentions du gouvernement concernant la mise en œuvre de plans de relance.

Pays	Plan de relance?	Investissement dans les infrastructures d'éducation?	Investissement dans les ressources humaines?	Niveaux d'éducation ciblés?	Syndicats consultés?
Canada	Oui	Oui	-	Enseignement supérieur; enseignement professionnel (EFP) et éducation des adultes. Selon la CSN, le plan de relance vise également l'enseignement primaire et secondaire.	Non
Jamaïque	Oui (le plan de relance est dirigé vers le secteur public par le biais de prêts à taux réduits).	-	-	-	-
Nevis	Non	-	-	-	-
États-Unis	Oui	-	-	Enseignement primaire, secondaire et supérieur.	Non

2.3.3 Amérique Latine

Pays	Plan de relance?	Investissement dans les infrastructures d'éducation?	Investissement dans les ressources humaines?	Niveaux d'éducation ciblés?	Syndicats consultés?
Brésil	Oui	-	-	-	-
Chili	Oui	Non	Non	-	Non
Costa Rica	Oui	Oui	-	Enseignement primaire	Non
Nicaragua	Oui	Oui	-	Enseignement primaire, secondaire, EFP et éducation des adultes.	Oui

2.3.4 Afrique

Pays	Plan de relance?	Investissement dans les infrastructures d'éducation?	Investissement dans les ressources humaines?	Niveaux d'éducation ciblés?	Syndicats consultés?
République du Congo	Oui	-	Oui	Éducation de la petite enfance et enseignement	Non

				primaire.	
Afrique du Sud	Oui	Oui	Oui	Enseignement primaire, secondaire, EFP et éducation des adultes.	Oui
Togo	Non	-	-	-	-
Zambie	Non	-	-	-	-

2.3.5 Asie-Pacifique

En Mongolie, le gouvernement est en cours de négociation avec le FMI pour l'octroi d'un prêt. Si cette démarche se concrétise, une augmentation des coupes budgétaires plutôt que des investissements est à prévoir, car l'une des conditions attachées à ce prêt concerne la réduction des bonus des enseignants.

En Australie, dans le cadre d'un plan de relance économique de 42 milliards de dollars, le gouvernement a annoncé, en février 2009, un investissement dans les infrastructures scolaires à hauteur de 14,7 milliards de dollars. Les écoles publiques recevront environ 70% de ces nouveaux fonds pour remettre en état et moderniser leurs installations, ce qui participera de manière significative à la création d'environnements d'apprentissage plus modernes qui font grandement défaut.

Pays	Plan de relance?	Investissement dans les infrastructures d'éducation?	Investissement dans les ressources humaines?	Niveaux d'éducation ciblés?	Syndicats consultés?
Australie	Oui	-	Oui	Enseignement primaire et secondaire.	Non
Japon	Oui, mais des investissements dans l'éducation ne sont pas inclus.	-	-	Éducation de la petite enfance, enseignement primaire et supérieur.	Non
Corée	Oui	Oui	-	Enseignement secondaire.	Non
Mongolie	Non	-	-	-	-
Nouvelle-Zélande	Oui	Oui (mais ne relève pas d'une conséquence directe de la récession)	-	Enseignement primaire et secondaire.	-
Philippines	Oui	Oui	Oui	Enseignement primaire et secondaire.	Non
Taiwan	Oui	Non	Non	-	-
Tonga	Non	-	-	-	-

2.4 Aide officielle au développement et éducation

Le tableau suivant indique si un infléchissement de l'Aide officielle au développement (AOD) a été enregistré dans les pays donateurs ou bénéficiaires de cette aide. On note une baisse de l'AOD versée par l'Irlande, l'Italie et le Japon. Le syndicat NTA de Taiwan s'attend à une diminution de l'AOD émanant de Taiwan. Les pays bénéficiaires de l'AOD n'ont fait mention d'aucune baisse à leur égard.

Pays	Donateur de l'AOD pour l'éducation?	Si oui, baisse prévue de l'AOD?	Réциpiendaire de l'AOD pour l'éducation?	Si oui, baisse prévue de l'AOD?
Australie	Oui	Non		
Autriche	Oui	Non		
Canada	Oui	Non, des statistiques récentes montrent une légère augmentation du budget consacré à l'AOD. Oui, d'après la CSN.		
République du Congo			Oui	Non
Allemagne	Oui	Non		
Irlande	Oui	Oui		
Italie	Oui	Oui		
Jamaïque			Oui	Non
Japon	Oui	Oui		
Corée	Oui	Non		
Nouvelle-Zélande	Oui	Non		
Norvège	Oui	Non		
Suède	Oui	Non		
Taiwan	Oui	Oui (attendue)		
Togo			Oui	Non
R.-U.	Oui	Non		
Zambie			Oui	Non

2.5 Propositions et attentes des syndicats

2.5.1 Europe

En Azerbaïdjan, le syndicat tente de reporter l'introduction des frais de scolarité des élèves et ce, afin de pourvoir aux bourses des étudiants (conditions de vie minimales) et de fournir des subventions aux institutions scolaires en vue de prévenir les licenciements de personnels.

Au Danemark⁷, d'après certains syndicats (dont BUPL, DLF, DLI, DM, FSL, GL, KLF et SL), la majorité des syndicats d'enseignants comme l'opposition parlementaire proposent une hausse des investissements dans le secteur public en général (services d'éducation, de santé et sociaux) pour répondre à la crise économique mondiale. On observe une pénurie croissante d'enseignants, de personnels soignants et de travailleurs sociaux qualifiés dans le secteur public. Plusieurs politiques danois ont donc avancé l'idée de former des travailleurs licenciés par le secteur privé afin qu'ils puissent occuper des emplois dans le secteur public.

L'OAJ de Finlande mène une campagne contre les « licenciements temporaires » d'enseignants pratiqués par les municipalités. On note une généralisation de cette pratique car les municipalités tentent de faire des économies sur leurs budgets de dépenses. L'OAJ soutient que l'éducation représente un investissement primordial pour l'avenir et que le fait de disposer de meilleures compétences et connaissances permettra de se relever de la crise actuelle.

En Géorgie, l'ESFTUG propose d'instaurer une collaboration entre le syndicat et le gouvernement. À ce jour, il n'existe aucun partenariat social. De même, en Espagne, la CSI-CSIF exhorte au dialogue social comme moyen d'aboutir à des solutions communes. Par ailleurs, le syndicat suggère une augmentation des investissements destinés au développement des infrastructures.

En Allemagne, le VBE et le GEW plaident en faveur d'investissements dans les infrastructures mais également à destination des enseignants. Le GEW en particulier, exhorte à une hausse des dépenses publiques durables pour les infrastructures ainsi qu'à une redistribution des richesses (taux d'imposition plus conséquent pour les personnes ayant des revenus élevés). Le GEW est convaincu qu'une augmentation constante des dépenses publiques au profit des infrastructures des écoles, des universités et autres institutions scolaires, et une revalorisation du salaire des enseignants, sont indispensables.

En Irlande, ASTI a grandement fait pression et mené des campagnes en opposition aux restrictions touchant les dépenses d'éducation. Le TUI d'Irlande a validé certains éléments d'un plan initié par le Congrès irlandais des syndicats d'enseignants, qui place l'accent sur la protection des emplois, des hausses d'impôts réalistes et équitables, un investissement en faveur de la remise à niveau des compétences (éducation et formation) et l'amélioration de la compétitivité. Le TUI œuvre conjointement avec les instances dirigeantes et autres instances annexes pour sensibiliser le public aux économies réalisées dans l'éducation. Le syndicat fait également pression sur le gouvernement afin que davantage de décisions rationnelles et mieux avisées soient prises en matière d'investissement dans l'éducation, dans le but de préserver et de protéger les services d'éducation à destination des enfants et des jeunes adultes. En outre, le TUI a engagé une importante action de lobbying auprès des politiques (locaux et nationaux) du gouvernement et des partis d'opposition eu égard à l'investissement dans, et au profit de, l'enseignement supérieur et tertiaire afin que ces secteurs puissent répondre d'une manière rapide et pertinente aux nouvelles exigences et aux besoins des personnels récemment congédiés. Le TUI a élaboré un plan d'action en six points qu'il a présenté au ministère de l'Éducation et des Sciences ainsi qu'aux membres des partis d'opposition.

⁷ L'étude n'a pas été réalisée par les syndicats du Danemark mais une lettre sommaire a été adressée à l'IE par DLF et DLI au nom de plusieurs syndicats danois, dont les organisations membres de l'IE.

En Italie la FLC-CGIL exhorte à une hausse du financement en faveur de l'éducation et demande le développement de l'éducation et de la formation pour adultes, afin de favoriser la remise à niveau des compétences et des aptitudes.

En Norvège, au vu de la tendance des municipalités et des districts à réduire les ratios élèves/enseignant, le syndicat (UEN) a tenté de convaincre le gouvernement central de la nécessité d'instaurer des critères nationaux plus fermes concernant l'établissement d'un ratio minimum en ce sens. L'UEN a également préconisé que certains projets de dépenses initiés par le gouvernement en réponse à la crise, soient dirigés à l'éducation. À ce jour, la préoccupation majeure du gouvernement est de créer des nouveaux emplois pour les travailleurs du secteur privé ayant été licenciés, dans le bâtiment et autres secteurs industriels.

La nouvelle proposition du gouvernement concernant le budget 2009 a été publiée en octobre 2008. Plutôt que d'opter pour un infléchissement des dépenses publiques, le budget propose d'accroître les dépenses afin de préserver des pires conséquences de la crise économique les secteurs particulièrement sensibles aux fluctuations du marché. En pratique, cela signifie que le gouvernement norvégien a suggéré une hausse des dépenses en faveur de la construction et de la maintenance d'infrastructures telles que les chemins de fer, les routes et les édifices gouvernementaux, notamment par le biais d'un programme sur huit ans qui offre des prêts à taux zéro aux municipalités et aux districts, afin de leur permettre de construire et de maintenir en état les bâtiments scolaires. Le budget comporte également des mesures visant à améliorer la qualité dans les écoles. Si ces propositions sont mises en œuvre telles que présentées, elles entraîneront la création de milliers de nouveaux emplois pour les enseignants, en particulier dans l'enseignement primaire. Cependant, les autorités locales ont tendance à resserrer les budgets de manière à ce que moins de postes d'enseignants soient pourvus. L'UEN s'attend à ce que le secteur public, y compris l'éducation, devienne plus attrayant pour les travailleurs congédiés dans le secteur privé en raison de la crise. De nombreux enseignants exercent à présent en dehors du système éducatif. Ainsi, les crises pourraient avoir des répercussions positives sur le système éducatif, notamment concernant la pénurie d'enseignants qualifiés. L'UEN s'attend également à une recrudescence du nombre de postulants aux formations pour devenir enseignant.

Au Portugal, la FNE a déclaré qu'en cette période de crise économique, le budget alloué à l'éducation devait être revalorisé plutôt que maîtrisé. La FNE défend le point de vue que l'éducation constitue l'un des piliers indispensables pour trouver une solution à la crise mondiale actuelle. Le gouvernement portugais a annoncé un paquet de mesures destinées à lutter contre la crise. Le Programme national de modernisation des écoles, initié dans le cadre de l'Initiative en faveur de l'investissement et de l'emploi et approuvé par le Conseil des ministres le 13 décembre 2008, a été mis en œuvre en vue de répondre à la crise économique.

L'ESEUR en Russie a exhorté le gouvernement à maintenir les emplois dans l'éducation à leurs niveaux actuels et à renoncer à l'introduction de politiques visant à économiser des fonds plutôt qu'à investir dans les ressources humaines.

En Suède, Lärarförbundet plaide en faveur d'une augmentation des subventions allouées aux municipalités. En effet, ces dernières reçoivent des fonds pour couvrir l'ensemble de leurs activités, y com-

pris l'éducation. Les salaires des enseignants sont également financés par les municipalités. Pour l'année à venir, Lärarförbundet prévoit que la recrudescence des licenciements dans le secteur privé entraînera une chute des revenus des municipalités. Cela pourrait avoir pour effet un resserrement des budgets des écoles dans la majorité des communes.

En Suisse, le syndicat LCH s'attend, dans le cas du pire scénario envisageable, à un tassement des dépenses affectées aux salaires (aux ressources humaines en général). Les projets de réforme prévoient une modernisation du système scolaire suisse (c.-à-d. une meilleure coordination de l'éducation à travers les cantons et un programme unique pour l'ensemble de la région germanophone).

Au Royaume-Uni, la réponse du NASUWT à la crise économique actuelle se manifeste sous plusieurs formes. Par le biais du *Trade Union Centre* (TUC), le NASUWT reste étroitement impliqué dans la réponse apportée à l'échelon national par le TUC et par le mouvement syndical plus élargi, en vue de surmonter les défis qui pèsent sur l'économie britannique. Eu égard aux priorités du gouvernement en matière de dépenses et au delà du secteur de l'éducation, le NASUWT continue à mettre l'accent sur l'importance de soutenir des programmes visant à lutter contre la pauvreté, l'exclusion socio-économique et à promouvoir l'égalité et la diversité.

Bien que le programme du gouvernement en matière de dépenses dans le secteur public s'attache à prévenir les licenciements d'enseignants, le NASUWT indique que la montée du chômage et la chute des salaires peuvent avoir de graves répercussions négatives sur les revenus des ménages de ses adhérents. Le syndicat continue donc de soutenir des politiques qui œuvrent en faveur d'une amélioration des effets nuisibles de la récession et d'un retour à une croissance économique positive pour le R.-U. dans les meilleurs délais.

Le NUT au R.-U. propose donc de maintenir les dépenses de l'éducation à leur niveau actuel et de les augmenter au profit des zones particulièrement défavorisées, afin que les dépenses par élève atteignent un niveau équivalent à celui des élèves du privé.

2.5.2 Amérique du Nord et Caraïbes

La FCE-CTF du Canada propose que le gouvernement continue à considérer l'éducation comme un investissement et à mettre l'accent sur la réduction de la pauvreté touchant les enfants, en tant que moyen pour bâtir un meilleur avenir pour le pays. Le CAUT suggère que l'aide fédérale accordée aux provinces en faveur de l'enseignement supérieur et la recherche soit proportionnelle à celle annoncée dans le plan de relance des États-Unis.

Dans le Commonwealth de la Dominique, le DAT propose que le gouvernement considère avec sérieux les questions ayant trait à la rénovation des infrastructures scolaires, à l'augmentation des ressources humaines et à la hausse des salaires et des bénéfices des enseignants.

Aux États-Unis, la NEA ainsi que bon nombre de ses affiliés dans les différents états se sont activement impliqués auprès du gouvernement fédéral et des autorités des états fédérés pour tenter de garantir une hausse du financement à destination de l'éducation. Selon la position défendue par le syndicat, apporter un soutien financier à l'éducation revient à investir dans un capital humain, lui-

même produit par l'éducation. Ainsi, les retours sur cet investissement constitueront des moteurs en faveur d'une reprise économique. Les systèmes éducatifs étatiques ont été grandement sous-financés pendant plusieurs décennies. Cette insuffisance s'explique par une réticence grandissante du public à payer des impôts. Or, cette situation a eu pour conséquence une baisse des recettes fiscales générées par des sources d'imposition progressives ainsi qu'une hausse des revenus émanant de taxes régressives. Les recettes provenant d'impôts régressifs ne sont pas élastiques et s'étiolent chaque année. De plus, ces revenus sont gravement touchés par les récessions, comme le prouve la récession actuelle. Ainsi, l'amenuisement des ressources fiscales fait peser une pression croissante sur les états, qui sont alors contraints de réduire leurs dépenses. L'éducation peut représenter jusqu'à 50% des dépenses globales d'un état. Il s'agit donc d'un objectif de taille pour des politiques sous pression, forcés de limiter les dépenses. Le défi majeur qui doit être relevé par l'enseignement public aujourd'hui est de véhiculer une image positive des services d'éducation et d'inspirer au public une volonté de contribuer financièrement à ces services en s'acquittant de taxes. Pendant des décennies, le gouvernement fédéral a financé des programmes d'éducation spécialisée par le biais de sa loi sur l'enseignement primaire et secondaire (*Elementary and Secondary Education Act*, ESEA, aujourd'hui appelée: *No Child Left Behind* – Aucun enfant laissé à la traîne). Depuis la création de l'ESEA, les financements n'ont jamais atteint les niveaux promis par le gouvernement fédéral. La crise économique ne fera qu'aggraver cette situation, en faisant apparaître des discordances entre les exigences légales et la réalité économique. De nombreux établissements scolaires et écoles de quartier pourraient être confrontés à des restrictions financières s'ils ne parviennent pas à répondre à certains critères de résultat (résultats aux contrôles d'évaluation).

2.5.3 Afrique

En Afrique du Sud, SADTU annonce que le pays a été épargné par la crise grâce à des politiques monétaires et de crédit conservatrices, qui ont seulement engendré des déficits budgétaires mineurs, tout en permettant de maintenir le niveau des dépenses publiques. Dans l'éducation, le problème majeur concerne l'égalité et l'amélioration de la qualité, pour lesquels des formations et des ressources sont indispensables.

En Zambie, le ZNUT recommande une hausse du financement affecté à l'éducation en général et, au Togo, la FESEN demande au gouvernement de mieux pourvoir aux salaires des enseignants.

2.5.4 Asie- Pacifique

En Australie, l'AEU considère qu'il est indispensable que le gouvernement agisse afin de protéger des emplois. Il lui faut également soutenir les investissements au profit de chacune des communautés d'Australie, dans le but de maintenir la stabilité et la fourniture de services publics de qualité. L'un des éléments fondamentaux en ce sens, concerne l'offre d'un enseignement public de qualité dans chacune des communautés du pays. Cela contribuera à garantir qu'au sortir de la crise, le système national d'éducation de l'Australie ne sera pas pire que ce qu'il était auparavant. Selon l'AEU, investir dans les établissements publics doit constituer l'investissement majeur de tout gouvernement.

En Mongolie, le syndicat FMESU s'élève contre les coupes budgétaires dans l'éducation et la baisse des salaires des enseignants, même si ces mesures sont attachées aux conditions de prêt du FMI négociées par le gouvernement. Le FMESU demande au gouvernement de fournir des informations et de se concerter avec le syndicat.

Le JTU du Japon demande une version japonaise du *Green New Deal*, ainsi qu'une réforme complète des institutions éducatives et des infrastructures médicales.

En Corée, le KFTA a proposé au gouvernement une nouvelle politique d'éducation en vue de mieux répondre aux objectifs d'apprentissage et d'enseignement, de mieux gérer les divers programmes scolaires, d'améliorer la qualité de l'éducation et de relever le niveau de la formation initiale des enseignants. Le KFTA espère renforcer le professionnalisme des enseignants et la qualité de l'éducation par le biais de l'amélioration des infrastructures scolaires et de la formation des enseignants. On attend de la nouvelle politique d'éducation qu'elle soit source d'emplois et qu'elle favorise la création d'environnements scolaires plus propices à l'apprentissage, à la fois pour les enseignants et les élèves.

En réponse à la crise économique mondiale, le NZPPTA de Nouvelle-Zélande propose d'accroître l'investissement destiné aux ressources humaines, en particulier en matière de développement personnel. Le syndicat suggère également d'augmenter le nombre d'enseignants dans l'enseignement secondaire afin de désengorger les classes. En outre, le NZPPTA recommande un investissement en faveur de subventions de fonctionnement et du nombre de personnels de soutien, en vue d'alléger les coûts pesant sur les communautés parentales et de stimuler les dépenses au sein des communautés locales.

Au Philippines, TOPPS exhorte à une augmentation des salaires pour les enseignants des écoles publiques.

A Taiwan, le syndicat NTA est particulièrement inquiet sur l'avenir des fonds de pension. Des recherches menées par le syndicat pointent vers une faillite du système de retraite d'ici à 2028. Dans le contexte actuel de crise économique mondiale, le syndicat s'attend à une faillite antérieure à cette date. La NTA fait campagne en vue de sensibiliser le public au problème et surveille de près les actions engagées par le gouvernement sur cette question. Il exhorte aussi le gouvernement à améliorer l'efficacité du système de retraite et à faire preuve de transparence, quant à la diffusion d'information s'y rapportant. Ces demandes ont été mises en exergue par les médias et ont bénéficié d'un large soutien du public.

En réponse à la crise et à l'insuffisance de fonds dans le budget de l'éducation, le gouvernement taïwanais a élaboré un projet visant à autoriser la gestion des écoles publiques par le secteur privé. La NTA s'est opposée à ce plan, sur la base du travail engagé par l'IE concernant les Partenariats Publics Privés. Le gouvernement continue néanmoins son action en ce sens, motivé par des intérêts financiers et commerciaux. Le NTA va lancer une campagne publique à l'encontre de ces projets.

2.5.5 Amérique Latine

Au Nicaragua, le CGTEN-ANDEN, propose d'instaurer des mesures économiques équitables dans le pays et recommande d'éviter que des fonds internationaux puissent servir à sauver des banques et autres institutions financières, ou qu'ils soient déviés d'une utilisation à des fins de création d'emplois.

Le ministère de l'Éducation a initié la mise en œuvre d'un nouveau programme qui vise à améliorer la qualité de l'éducation dans les écoles. Cependant, l'éducation au Nicaragua est affectée par la baisse de l'aide internationale, consécutive au retrait du soutien apporté par les agences coopérantes et les gouvernements.

Au Pérou, le SUTEP exhorte à une réforme et une refonte du programme scolaire national. Il demande également que le budget alloué à l'éducation ne représente pas moins de 6% du PIB. Au niveau des écoles, le syndicat préconise la possibilité pour les élèves d'aller en classe toute la journée, la diminution des ratios élève/enseignant (25 élèves par classe), la modernisation des infrastructures ainsi que l'opportunité d'offrir un meilleur avenir aux élèves déscolarisés, par le biais de l'éducation.

Le SUTEP rapporte que 52% des Péruviens – soit quelque 14 millions de personnes – vivent avec deux dollars par jour et 14% de la population – soit 4 millions de personnes- survivent dans des conditions de pauvreté extrême avec un dollar par jour. L'illettrisme chez les adultes reste un problème généralisé dans le pays et environ 61% des enfants souffrent de malnutrition chronique, ce qui rend tout apprentissage extrêmement difficile. Il est indispensable de lutter contre la pauvreté et de ne pas négliger cette question en cette période de crise.

La CNTE du Brésil exhorte à une augmentation de la part du PIB consacrée à l'éducation (entre 7% et 10%) et demande l'instauration d'un salaire minimum ainsi que le développement des opportunités de carrière afin de garantir le bon fonctionnement du secteur public. Au Brésil, on observe une pénurie d'enseignants dans plusieurs matières dont la physique, la chimie, les mathématiques et la biologie. La politique nationale de formation des enseignants s'efforce certes de combler cette insuffisance, mais elle nécessite à la fois un engagement commun de tous les états fédéraux et un soutien financier centralisé. En vue de réduire les coûts, le recrutement d'enseignants à temps partiel devient une pratique de plus en plus répandue dans de nombreux états. Néanmoins, cette pratique a un impact négatif sur la qualité de l'éducation dispensée. La CNTE plaide en faveur de la titularisation des enseignants.

Au Costa Rica, la position du syndicat ANDE est similaire à celle de la CNTE du Brésil. Il demande une hausse du budget consacré à l'éducation afin que les dépenses en faveur de l'éducation représentent 6% du PIB. Les dépenses actuelles s'élèvent à 4,5% seulement du PIB. ANDE rapporte qu'une grande partie des initiatives prévues dans le cadre de projets sociaux destinés à améliorer l'éducation ne sont pas mises en œuvre.

Annexe

Étude: La crise économique mondiale et son impact sur l'éducation

Voir page suivante